

FRANCE – Les demandes de moratoire ne diminuent pas

Par Christophe NOISETTE

Publié le 30/04/2007

Les militants anti-OGM français ont mené récemment plusieurs types d'actions en vue d'obtenir un moratoire sur les PGM. Parmi celles-ci, entre le 13 avril et le 19 avril, près de 2 500 personnes se sont relayées lors de l'occupation de la coopérative basque Lur Berri [1]. L'occupation a pris fin quand les dirigeants se sont engagés à ne pas vendre de semences transgéniques avant le deuxième tour des élections présidentielles le 6 mai 2007. De nombreuses organisations et candidats - D. Voynet, O. Besancenot, J. Bové, MG. Buffet, C. Lepage, S. Royal - mais aussi quelques 60 maires et conseillers généraux du Pays Basque ont apporté leur soutien. La coopérative a repris dès le 7 mai la vente de semences GM. Puis, le 3 mai 2007, près de 150 militants basques ont occupé les locaux de la Direction départementale à l'Agriculture, à Pau, pour réclamer l'abrogation des décrets du 19 mars 2007 et la mise en place d'un moratoire immédiat sur les cultures GM afin de permettre un véritable débat. De leur côté, dans une lettre ouverte au Préfet de la Haute-Garonne [2], "représentant de l'Etat ayant pour fonction de veiller localement à la paix civile", le collectif anti-OGM 31 précise que "les OGM font courir un risque en terme de paix civile dans les villes et surtout dans les campagnes". Il demande donc un moratoire, "juridiquement recevable par application de la clause de sauvegarde de la Directive 2001/18".

[1] <http://eh.anti-ogm.org>

[2] http://www.attac-toulouse.org/ind_d...